

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 05/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AGRIVALOR ENERGIE

Route de Guémar
68150 Ribeauvillé

Références : -
Code AIOT : 0056800480

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2025 dans l'établissement AGRIVALOR ENERGIE implanté Route de Guémar 68150 Ribeauvillé. L'inspection a été annoncée le 20/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 2025 sur le déconditionnement des biodéchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRIVALOR ENERGIE
- Route de Guémar 68150 Ribeauvillé

- Code AIOT : 0056800480
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une installation de méthanisation et de déconditionnement de biodéchets. Le biométhane est valorisé dans une installation de cogénération produisant de la chaleur pour un réseau de chauffage et de l'électricité injectée sur le réseau.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Déconditionnement AMPG

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Ventilation des locaux	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 19	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rétention	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article Annexe, 2.7.	Sans objet
2	Traitement par lot et non mélange	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article Annexe, 3.4.1.	Sans objet
3	Teneurs maximales en impuretés	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article Annexe, 6.1.	Sans objet
4	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article Annexe, 3.4.3.	Sans objet
5	Réseaux de collecte	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39	Sans objet
6	Confinement des eaux susceptibles d'être polluées	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39	Sans objet
8	Destruction du biogaz	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 32	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation respecte les conditions de traçabilité et de suivi de la qualité de la soupe issue du déconditionnement. Elle devra néanmoins mettre en place un volume de rétention autour de ces cuves de stockages et de méthanisation. Cet aspect sera traité au travers de la demande d'autorisation déposée par le site en mars 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article Annexe, 2.7.
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de rétention et pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : [...]Il en va de même de son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé en conditions normales d'exploitation. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des liquides incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les cuves de matières liquides, notamment celles contenant la pulpe organique, sont munies de jauges de niveau et de limiteurs de remplissage. Ces équipements sont compatibles avec les caractéristiques du produit ou de la matière contenue. Un contrôle visuel de ces jauges de niveau et limiteurs de remplissage est opéré quotidiennement pour s'assurer de leur bon fonctionnement. 2.7.3. Pour les installations visées au II de l'article 2, l'exploitant recense, dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les rétentions nécessitant des travaux d'étanchéité. Il planifie ensuite ces travaux en quatre tranches, chacune couvrant au minimum 20 % de la surface totale des rétentions concernées. Les tranches de travaux sont réalisées au plus tard respectivement quatre, six, huit et dix ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté. [...]
Constats : La soupe issue du déconditionnement des biodéchets est stockée en citernes : 2 d'une capacité de 30 m ³ et une de 35 m ³ situées dans un bâtiment ouvert et 2 d'une capacité de 100 m ³ situées à l'extérieur. Ces citernes sont munies de jauge de niveau associée à un limiteur de remplissage. Le niveau des citernes est visible sur le logiciel de supervision du procédé dont un moniteur est accessible dans la zone de déconditionnement. Le pilotage des citernes s'effectue par la supervision. La soupe est orientée vers une seule citerne avant un passage dans un équipement de filtration intermédiaire et enfin son stockage définitif avant traitement dans le procédé de méthanisation. La surface du site de déconditionnement et de la méthanisation est étanche (sol goudronné ou imperméable selon des études de sol). Néanmoins, le site ne dispose pas d'un volume de rétention autour des cuves de méthanisation et de stockage de la soupe issue du déconditionnement des biodéchets. Un dossier de demande d'autorisation a été déposé, par le site, en mars 2024. Il permettra d'évaluer et d'acter un planning de travaux pour disposer du volume de rétention nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Traitement par lot et non mélange

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article Annexe, 3.4.1.
Thème(s) : Actions nationales 2025, Nature des déchets entrants
Prescription contrôlée : <p>Ne sont admis dans l'installation que les biodéchets dont la valorisation nécessite un déconditionnement, à l'exclusion :</p> <ul style="list-style-type: none">- des déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- des sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 8 du règlement du 21 octobre 2009 susvisé ;- des déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ;- des déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés, même après prétraitement par désinfection. <p>Les déchets conditionnés dans des emballages en verre peuvent être admis mais doivent être traités par lots, sans être mélangés à d'autres flux de déchets.</p> <p>Les biodéchets non emballés peuvent être introduits dans le procédé de déconditionnement. Toutefois, ils doivent être traités par lots sans être mélangés avec des flux de biodéchets emballés.</p> <p>Le retour de pulpe en tête de traitement n'est autorisé qu'au sein d'un même lot, sous réserve que l'opération ait pour effet d'améliorer la qualité agronomique de la pulpe.</p> <p>Tout mélange de déchets dans le seul but de diluer les polluants ou impuretés est interdit.</p> <p>Une inspection visuelle est menée sur chaque chargement de déchets arrivant sur le site de l'installation. Les déchets ne respectant pas les critères mentionnés dans le présent article sont retournés à leur expéditeur ou envoyés vers une installation autorisée à les gérer. Une zone est prévue pour leur entreposage avant expédition.</p> <p>Une inspection visuelle est également menée avant le déconditionnement. Les déchets autres que ceux autorisés présents accidentellement sont retirés avant le déconditionnement et gérés comme refus de déconditionnement.</p> <p>Les prescriptions du présent point 3.4.1. et du quatrième alinéa du point 3.4.2. font l'objet d'une procédure écrite.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none">- présence d'une procédure écrite ;- absence de déchets dont l'admission est interdite (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;- absence de mélange de biodéchets non emballés avec des biodéchets emballés (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;- le recours au retour de pulpe en tête de traitement n'est effectué qu'au sein d'un même lot ;- réalisation d'une inspection visuelle sur chaque chargement et avant déconditionnement.
Constats : <p>L'exploitant dispose de 25 camions permettant d'effectuer une grande partie de la collecte de biodéchets traités sur son site. Lors de la collecte (borne d'apport volontaire notamment), un contrôle visuel est réalisé et la borne n'est pas collectée en cas de présence de déchets non valorisables par l'installation.</p> <p>Un second contrôle résiduel est réalisé lors du déchargement des caisses de transport dans l'installation de déconditionnement. Une récupération des matières indésirables peut être réalisée dans le dispositif d'alimentation de l'installation de déconditionnement.</p>

L'installation de déconditionnement ne réceptionne que des déchets emballés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Teneurs maximales en impuretés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article Annexe, 6.1.

Thème(s) : Actions nationales 2025, Qualité de traitement et valorisation

Prescription contrôlée :

Les pulpes organiques respectent les teneurs maximales en inertes et impuretés suivantes :

Inertes et impuretés = Teneurs maximales

Plastique > 2 mm = 3 (g/kg de matière sèche)

Verre > 2 mm = 3 (g/kg de matière sèche)

Métaux > 2 mm = 3 (g/kg de matière sèche)

Plastique + verre + métaux > 2 mm = 5 (g/kg de matière sèche)

La norme d'analyse utilisée doit être fiable et reproductible. Les méthodes publiées par le comité européen de normalisation sont présumées répondre à ces deux exigences.

L'exploitant organise à fréquence trimestrielle au minimum, ou lors de toute modification notable d'approvisionnement en matières entrantes, une analyse des pulpes organiques selon un protocole d'échantillonnage destiné à assurer une bonne représentativité de la mesure, dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Lorsque les pulpes organiques sont issues d'un déconditionnement par lots en application des dispositions du point 3.4.1 de la présente annexe, les dispositions du présent article doivent être respectées avant leur mélange en vue de leur valorisation organique.

En cas de non-conformité, l'exploitant en identifie les causes et met en place des mesures correctives adaptées. Une nouvelle analyse est alors réalisée sur le premier lot de production suivant la remise en service des équipements de déconditionnement.

Un bilan des non-conformités et des quantités correspondantes est joint au compte-rendu d'analyse.

Ces compte-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Objet du contrôle :

- présence d'un protocole d'échantillonnage des pulpes ;
- présence d'analyses trimestrielles des pulpes organiques (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- conformité des analyses aux valeurs prévues par le présent point 6.1 (le non-respect de ce point relève d'une nonconformité majeure).

Constats :

Le site réalise une surveillance de la soupe issue du déconditionnement des biodéchets. Les dernières analyses ont été réalisées :

- 26/03/2025 : tous les paramètres ont été analysés et leur concentration est de 0 ;

- 07/08/2025: tous les paramètres ont été analysés et leur concentration est de 0.

Les prélèvements ont été réalisés sur 4 jours pour être représentatifs.

De nouvelles analyses sont prévues en octobre et décembre 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera à ajuster sa périodicité pour qu'elle respecte une fréquence trimestrielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article Annexe, 3.4.3.
Thème(s) : Actions nationales 2025, Traçabilité
Prescription contrôlée : Les matières et déchets reçus font l'objet d'une pesée préalable hors site ou lors de l'admission. L'exploitant tient le registre prévu par le I de l'article R. 541-43 du code de l'environnement. Il y ajoute l'identité des transporteurs des déchets et le résultat de l'inspection visuelle prévue par le 10e alinéa du point 3.4.1. En outre, la durée de conservation des données de trois ans prévue par le premier alinéa de ce I est portée à dix ans pour les déchets sortants orientés dans une filière impliquant un retour au sol. Les livraisons refusées sont également signalées dans ce registre, avec mention des motifs de refus et de la destination des déchets refusés indiquée par le producteur ou la collectivité chargée de la collecte de ces déchets. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle visées à l'article L. 255-17 du code rural et de la pêche maritime. Objet du contrôle : tenue du registre prévu par le I de l'article R. 541-43 du code de l'environnement.
Constats : Certains des camions de collecte disposent d'équipements de pesée. Dans tous les cas, les biodéchets à déconditionner sont pesés à leur arrivée sur le site. La pesée est associée à un système de badge permettant l'alimentation du registre automatiquement (client, type de matière, transporteur, date, poids). Un registre est mis en place sur le site et regroupe les informations attendues.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Réseaux de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Réseaux de collecte séparatifs
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles susceptibles d'être souillées (notamment issues des voies de circulation et des aires de chargement/déchargement) des eaux pluviales non susceptibles de l'être. Les points de rejet des eaux résiduelles sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un

prélèvement aisé d'échantillons. Les eaux pluviales non souillées peuvent être rejetées sans traitement préalable.

Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées sont dirigées vers un bassin de confinement capable de recueillir le premier flot à raison de 10 litres par mètre carré de surface concernée pour les installations nouvelles. Une analyse au moins annuelle permet de s'assurer du respect des valeurs limites de rejets prévues à l'article 42.

[...]

Constats :

Les regards recueillant les jus des silos et les eaux de la zone de déconditionnement sont orientés vers le post-digesteur.

Les eaux pluviales non susceptibles d'être souillées (voirie, zone de stockage des caisses en attente de déconditionnement) sont dirigées vers une lagune, via un débourbeur/déshuileur, équipée d'une pompe de relevage afin d'être orientées vers une noue filtrante.

Lors de la visite d'inspection, la zone goudronnée de stockage des caisses en attente de déconditionnement était propre. Ces caisses sont des caisses étanches ne présentant pas de risque d'écoulement. Les caisses propres sont également stockées dans cet espace. Elles sont nettoyées dans une installation spécifique intégrée à la zone couverte de déconditionnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Confinement des eaux susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39

Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux susceptibles d'être polluées

Prescription contrôlée :

[...]

L'installation est équipée de dispositifs étanches qui doivent pouvoir recueillir et confiner l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne dans des bâtiments couverts, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées.

Ces dispositifs permettant l'obturation des différents réseaux (eaux usées et eaux pluviales) sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.

En l'absence de pollution préalablement caractérisée, les eaux confinées qui respectent les limites autorisées à l'article 42 peuvent être évacuées vers le milieu récepteur. Lorsque ces limites excèdent les objectifs de qualité du milieu récepteur visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement, les eaux confinées ne peuvent toutefois être rejetées que si elles satisfont ces objectifs. Dans le cas contraire, ces eaux sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Constats :

Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie peuvent être recueillies dans la lagune recueillant les eaux pluviales non susceptibles d'être souillées.

Cette lagune est associée à une noue filtrante d'infiltration via une pompe de relevage. La pompe de relevage est commandable à distance et la canalisation d'une vanne guillotine afin de couper la liaison avec le milieu naturel.

Le personnel est informé de cette procédure.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Ventilation des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation des locaux

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque de formation d'atmosphère explosive ou toxique. La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, au moyen d'ouvertures en parties hautes et basses permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent garantissant un débit horaire d'air supérieur ou égal à dix fois le volume du local. Un système de surveillance par détection de méthane, sulfure d'hydrogène et monoxyde de carbone, régulièrement vérifié et calibré, permet de contrôler la bonne ventilation des locaux. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations ou zones occupées par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.

<p>Constats :</p> <p>Les locaux cogénération sont situés dans un bâtiment dont le bardage est régulièrement perforé pour permettre une bonne ventilation.</p> <p>Ils sont équipés d'une détection en méthane et sulfure d'hydrogène. Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer la présence de détecteur de monoxyde de carbone dans ces locaux. L'exploitant veillera à préciser si une détection du monoxyde de carbone est présente dans les locaux cogénération et l'installer en cas d'absence.</p> <p>Il est à noter lors de la visite d'inspection que le bouton d'arrêt d'urgence de l'installation de cogénération est intégré dans une étagère et est difficilement visible et accessible. De même, l'extincteur de la zone est situé derrière des pièces de maintenance.</p> <p>L'exploitant veillera à rendre ces équipements mieux visibles et accessibles.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à préciser si une détection du monoxyde de carbone est présente dans les locaux cogénération et l'installer en cas d'absence.</p> <p>L'exploitant veillera à rendre le bouton d'arrêt d'urgence et l'extincteur, du local cogénération, plus visibles et accessibles.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 8 : Destruction du biogaz

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 32</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Destruction du biogaz</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation de celui-ci. Cet équipement est présent en permanence sur le site.</p> <p>[...]</p> <p>Dans le cas d'une torchère asservie, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les pressions de service de la torchère et d'ouverture des soupapes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'une torchère asservie installée en permanence.</p> <p>La pression de déclenchement de la torchère est de 3,2 mbar. La pression de déclenchement des soupapes est de 3,8 mbar.</p> <p>Les ciels gazeux des digesteurs et post-digesteurs présentent une pression comprise entre 1,5 et 2 mbar.</p> <p>Le moteur de cogénération se règle en fonction de la pression du biogaz dans le ciel gazeux.</p>

